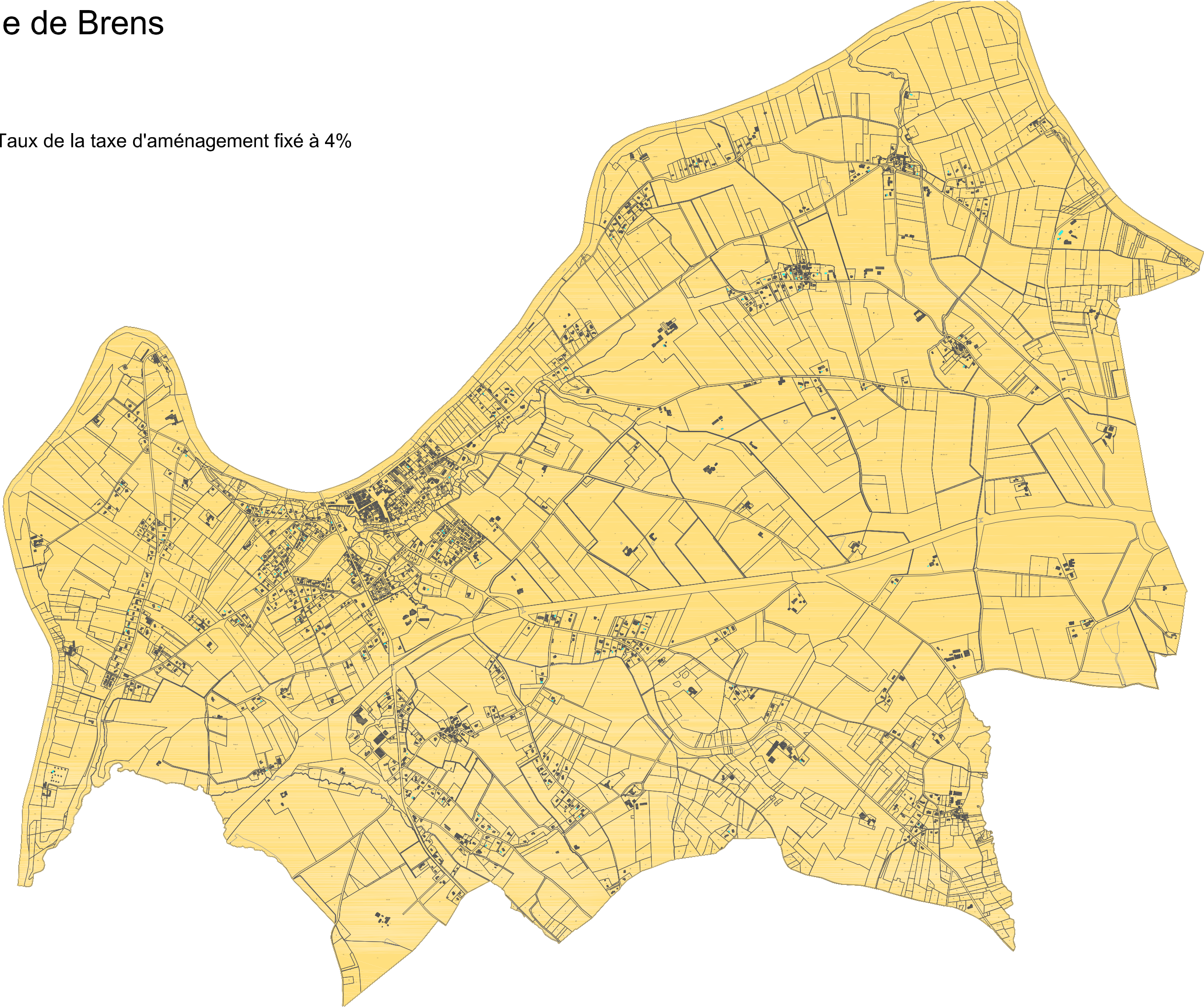


# Commune de Brens

Taux de la taxe d'aménagement fixé à 4%





TARN

REPUBLIQUE FRANCAISE

Nombre de Membres

Accusé au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation

23 octobre 2015

Date d'Affichage

23 octobre 2015

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE BRENS

Envoyé en préfecture le 10/11/2015

Reçu en préfecture le 10/11/2015

Article 16

107-051-21310036-20151029-2015\_74-DE

2015/74

Séance du 29 octobre 2015

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, en application des articles L 2121-7 et L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni, salle de la mairie, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

Présents :

M. TERRAL, Maire.  
Mrs SALVADOR, TERRASSIE, DAL MOLIN, Mmes ITRAC Adjoints.  
Mrs MOSTARDI, BOUCHER, BONNEMAÎN, BESNARD, BONNEFOI, BOUSQUET, RABEAU, Mmes BODHUIN, MANDIRAC, FALCO, BLANC, AUSSENAC Conseillers Municipaux.

Excusées : Mmes METGE et RANJEVASecrétaire de Séance : Mme BODHUINUrbanisme – Taxe d'aménagement – Reconduction du taux de 4 %

M. le Maire rappelle à l'Assemblée que la taxe d'aménagement instaurée en 2012 au taux de 3% a été portée au taux de 4% dans le cadre d'une harmonisation sur le territoire inter communal, par délibération du Conseil Municipal du 30 octobre 2012 pour une durée de 3 ans.

Sur proposition de l'inter commission du 22 octobre 2015, il invite l'Assemblée à reconduire la taxe d'aménagement au taux de 4 % sur l'ensemble du territoire Communal et les mêmes exonérations.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 331-1 et suivants,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- de reconduire la taxe d'aménagement au taux de 4 % sur l'ensemble du territoire communal
- d'exonérer en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :
  - totalement les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1<sup>er</sup> de l'article L 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2<sup>e</sup> de l'article L. 331-7 (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit, les logements, résidences sociales et logements foyers financés en PLUS, PLS et PSLA).
  - Les logements financés par un PTZ+ dans la limite de 50 % de leur surface excédant 100 m<sup>2</sup>.

La présente délibération est valable pour une durée minimale de 3 ans tacitement reconductible. Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1<sup>er</sup> jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant son adoption.

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture  
le 24/11/2015  
et publication ou  
notification  
du 24/11/2015

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,

M. TERRAL





Adhérents au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation  
25 Octobre 2012

Date d'Affichage  
25 Octobre 2012

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE B R E N S

2012/71

Séance du 30 Octobre 2012

L'an deux mille douze et le trente octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

**Présents :** M. Michel TERRAL, Maire  
Mme METGE, Mrs ANENTO, DELPUECH, TERRASSIE, FABRE, Adjoints.  
Mme ITRAC, Mrs MOSTARDI, GIRME, DUREL, PUECH, MANDIRAC,  
HERNANDEZ, VINCELOT, Conseillers Municipaux.

**Excusé :** M. RIEUX, Mme BODHUIN.  
M. GARCIA qui a donné procuration à M. PUECH.  
M. PALMA qui a donné procuration à M. FABRE.  
M. SALVADOR qui a donné procuration à M. TERRAL.

**Secrétaire de Séance :** M. TERRASSIE Jean-Claude.

## PARTICIPATION ASSAINISSEMENT COLLECTIF CONSTRUCTIONS NEUVES ET EXISTANTES

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'une participation à l'assainissement collectif (PAC) peut être instaurée en application de l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique.

Cette participation est perçue auprès des propriétaires d'immeubles d'habitation ayant obligation de se raccorder au réseau public de collecte des eaux usées et qui économisent ainsi une installation individuelle d'assainissement neuve ou la mise aux normes d'une installation individuelle existante.

Il précise que le montant de la PAC ne peut dépasser 80% du coût d'une installation individuelle ou de sa mise aux normes, la participation aux frais de branchement sous domaine public étant prise en compte pour le calcul de ce plafond.

Monsieur le Maire rappelle également que par délibération du 21 juin 2012, le Conseil Municipal avait décidé l'instauration de la PAC selon un barème, qu'il convient aujourd'hui de revoir. Il propose de différencier la PAC pour les constructions neuves, la PAC pour les constructions existantes selon le barème suivant :

### a) Participation à l'assainissement collectif pour les constructions neuves

- **Maisons individuelles :** Le montant de la PAC est fixé à 80% du coût d'une installation neuve estimé au minimum à 6 000 €, soit 4 800 €.

#### **Immeubles collectifs :**

- Forfait de base pour 1 logement 2 500 € (base de calcul) ;
- jusqu'à 5 logements, forfait de base x 0,8 x nbre de logements
- de 6 à 10 logements, forfait de base x 0,7 x nbre de logements
- de 11 à 20 logements, forfait de base x 0,5 x nbre de logements
- Au-delà de 20 logements forfait de base x 0,3 x nbre de logements



**b) Participation à l'assainissement collectif pour les constructions existantes**

**- Maisons individuelles :**

- Les constructions possédant une installation d'assainissement individuelle conforme : Exonération de la PAC avec raccordement immédiat, conformément à l'article L 1331-1 du code de la santé publique, une prolongation du délai de raccordement pourra être examinée, si les conditions sont remplies.
- Les constructions possédant une installation d'assainissement individuelle conforme avec défaut de ventilation : 20% du montant de la PAC instituée pour les constructions neuves, soit 960€.
- Les constructions possédant une installation d'assainissement individuelle non conforme, installations incomplètes ou sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements : 50% du montant de la PAC instituée pour les constructions neuves soit 2 400 €.
- Les constructions possédant une installation d'assainissement individuelle non conforme présentant des dangers pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution, (au sens de l'arrêté du 27 avril 2012) : 80% du montant de la PAC instituée pour les constructions neuves soit 3 840€.
- Les constructions ne possédant aucune installation d'assainissement individuelle : tarif identique à celui des constructions neuves, soit 4 800 €.

**- Immeubles collectifs :**

- les immeubles collectifs sont souvent déjà raccordés au réseau car situés dans des zones aménagées disposant d'un assainissement collectif.
- pour les petits immeubles collectifs qui ne sont pas raccordés, le montant de la PAC ne peut être fixé qu'en fonction de l'état de l'installation. Le tarif forfaitaire en pourcentage du coût d'une installation neuve est alors le plus adapté (base devis estimatif).

**c) Participation Rejets assimilés domestiques**

Monsieur le Maire indique par ailleurs, que l'article L 1331-7-1 du Code de la Santé Publique permet de percevoir une participation auprès des établissements dont les eaux usées résultent d'une utilisation de l'eau assimilable à un usage domestique et qui demande à être raccordés. Ces établissements non soumis à la PAC n'ont pas une obligation de raccordement mais bénéficie d'un droit si les installations le permettent. Cette participation, non plafonnée repose sur l'économie réalisée en évitant une installation individuelle ou en évitant la mise aux normes d'une installation existante.

Il propose d'instaurer une participation spécifique pour ce type d'établissement, calculée comme suit :

- Etablissements neufs : 80% du montant du devis de l'installation neuve qui serait nécessaire.
- Etablissements existants : 50% du montant du devis de mise aux normes qui serait nécessaire.
- Date d'exigibilité de la participation : après constat du raccordement effectif au réseau de collecte.

Où cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte l'instauration de la PAC et les dispositions tarifaires exposées par Monsieur le Maire,
- Rappelle que le fait générateur de la PAC est le raccordement au réseau et que la PAC n'est pas soumise à la TVA,



- Décide d'instaurer une participation spécifique pour les établissements ayant des rejets assimilés domestiques selon les modalités exposées,
- Précise que ces dispositions sont applicables à compter du 01/01/2013.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,



M. TERRAL



Acte rendu  
exécutoire

après dépôt en  
Préfecture

le 19/11/12

et publication ou  
notification

du 26/11/12